

Durban à mi-parcours

Une semaine de négociations dans l'enceinte des Nations unies. De quoi s'agit-il au juste ?

De réduire les émissions de gaz à effet de serre conformément aux connaissances scientifiques et aux exigences politiques et éthiques ? Sur ce sujet, la messe est quasiment dite. Elle sera certes ornée de promesses, y compris celle d'un accord en 2020, mais personne n'est dupe. Malgré les récents rapports de l'AIE et de l'OCDE exigeant des réductions d'émissions importantes d'ici 2020, les États-unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Russie ont clairement déclaré qu'ils ne voulaient pas d'une seconde période d'engagements contraignants. Et l'Union européenne, alignant des propos contradictoires, occupée à sauver ses marchés du carbone inopérants et menacés d'effondrement, est incapable de renverser la vapeur. L'empressement de certains à sortir du protocole de Kyoto est à la mesure de ce qu'ils devraient payer pour non respect de leurs engagements : pour le Canada entre 14 et 19 milliards de dollars. Il reste à trouver un pays qui puisse porter plainte et obliger le Canada à verser sa dette.

De mettre en place le fonds vert pour lutter contre le changement climatique ? Les rares promesses de fonds publics et additionnels sont souvent assujetties à ce que le fonds vert puisse être abondé par le système financier et les marchés carbone, et à ce que le secteur privé puisse avoir un accès privilégié au fonds vert. Pendant que les communautés de base, directement affectées, devraient vivre de la charité internationale.

Face à cela, des lots de consolation sont quotidiennement annoncés. Lots souvent empoisonnés. Le dernier en date : sauver l'agriculture africaine en promouvant une « agriculture climatiquement intelligente » selon les termes de la Banque mondiale. De quoi s'agit-il ? Rien de moins que d'inclure l'agriculture dans la finance carbone, avec des « fermes carbone », chargées de séquestrer les émissions émises ailleurs. Une nouvelle « révolution verte » refusée catégoriquement par les organisations paysannes réunies ici, soucieuses de promouvoir une agriculture nourricière et une vie décente pour les paysans.

Pendant que les négociations s'enlisent et alors que les prochaines sont annoncées au Qatar, royaume des pétrodollars et de l'esclavage social, les mouvements sociaux s'expriment dans la rue, dans des forums alternatifs, dynamiques, créatifs et déterminés. À n'en pas douter, notre mouvement international pour la justice climatique, avec une convergence des syndicats, des mouvements sociaux de base et des organisations environnementales, sortira grandi et renforcé de Durban.

Durban, le 5 décembre 2011

AITEC, Attac France

<http://www.france.attac.org/>

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

Contacts Presse :

Geneviève AZAM : 0027 (0714334401) ou 0608945434

Fanny SIMON : 0027 (0760873601) ou 0661451771

Maxime COMBES : 0027 (0720632835) ou 0624512944

Christophe AGUITON : 0608267524